

Différences



JANVIER 1992 - N° 124 - 10F

BONNE ANNÉE AUX DROITS DE TOUS LES HUMAINS

91 s'achève. Terrible année qui nous laisse un goût amer avec le drame de la guerre du Golfe, les plaies ouvertes de la guerre en Yougoslavie, les incertitudes en Algérie et dans l'ex-Urss. Ici, la France s'oublie parfois, se laisse dériver, détourner par les voix des sirènes xénophobes. Par empressement, comme pour exorciser ces tâches dans le rétroviseur de l'année, on voudrait vite tourner cette page qui se ferme, hélas, le 31 décembre, par la reprise des matraques aux demandeurs d'asile déboutés à Marseille et qui s'ouvre le 2 janvier à Paris par une grève de la faim de jeunes désespérés qui luttent contre cette forme moderne d'un bannissement insupportable : la double peine. "Le printemps est inexorable", chantait Paul Eluard. Puisse 1992 être l'année où pourront éclater les bourgeons de l'espoir sur un monde meilleur permettant le respect pour les droits de chaque homme, chaque peuple. Espoir que la France se ressaisisse, se réveille pour nous épargner un cauchemar où les mots : "intolérance", "seuil", "odeurs nauséabondes", "charters", soient bannis du vocabulaire pré-electoral. Vœux aussi pour que la classe politique s'occupe enfin des gens et qu'elle se détourne des chemins boueux pris par ces marchands d'illusions, démolisseurs des Droits de l'Homme, qui ne savent qu'exploiter le malheur et la détresse des "Exclus de la vie", de droits et de dignité, à des fins électorales. Cependant, restons bien éveillés. Rien n'est jamais acquis sans lutte, vigilance et détermination. Les 10, 11 et 12 avril se tiendra notre congrès. Ensemble, nous devons, par la force de nos convictions individuelles, nos expériences cumulées, la convergence de nos différences, bâtir cette force motrice indispensable aujourd'hui pour barrer la route à ces ennemis de la démocratie, préparer le terrain et les actions pour que la justice, la citoyenneté, la fraternité, l'égalité, deviennent une réalité vécue, quotidienne, dans la rue, le quartier, la ville. Enfin, vœux pour que vive *Différences*, doté d'une nouvelle direction, injustement méconnu, insuffisamment soutenu et pourtant indispensable pour rendre plus compréhensibles et intelligibles des situations de plus en plus complexes, ici et ailleurs, et permettre de porter l'éclairage de l'action et des propositions du Mrap qu'une certaine "médiocratie" feint d'ignorer au profit de la promotion de l'extrême-droite et de ses satellites. Que de défis nobles, beaux et difficiles à la fois nous attendent pour redonner espoir en l'Homme. C'est un pari qu'on peut gagner. Chiche!

Mouloud Aounit
Secrétaire Général du Mrap
Directeur de la publication

RENDEZ-VOUS EN FÉVRIER

Différences va mal. Ce n'est pas une raison suffisante pour baisser les bras, assure Mouloud Aounit, Secrétaire Général du Mrap et nouveau Directeur de la publication (après la démission d'Albert Levy), Martial Le Nancq, Trésorier du Mrap, prenant la lourde fonction de gérant.

Différences subit (une fois de plus) les contre-coups d'une gestion mal maîtrisée, de carences structurelles, de problèmes financiers graves. Nos lecteurs ont été abasourdis de recevoir les mensuels de septembre et de novembre en décembre. Nous partageons le choc, ayant appris tardivement le blocage de ce numéro et des deux suivants par l'entreprise de routage pour cause de dettes. Aucun niveau de la structure du siège n'a, semble-t-il, été informé de ce fait! L'absence d'administrateur (depuis plusieurs mois) apparaît comme la cause de cet état de fait. Néanmoins, le "passif" de *Différences* est trop lourd pour que cette carence en soit l'unique raison.

Une réunion du Bureau National du Mrap le 5 octobre dernier a pris acte d'un certain nombre de données et adopté quelques décisions :

- Deux éléments d'ordre financier : les résultats du trimestriel (janvier 1990 à juin 1991) semblent s'équilibrer tandis que le mensuel accuse un déficit d'environ 100 000 francs par an.
- Une décision d'ordre juridico-politique : La SARL-"*Différences*" sera désormais constituée de deux actionnaires: le Mrap à hauteur de 51% des parts et la "Société des Amis de *Différences*" à 49%.
- Une décision éditoriale : suppression de la Lettre du Secrétariat et intégration

de celle-ci dans le mensuel dont la nouvelle formule sera prête en février. Elle obéira à deux principes : une information plus ouverte sur la vie du Mouvement (en particulier des Comités locaux) et des articles tournés sur la réflexion autour de l'actualité. Pour ne pas augmenter le déficit budgétaire, nous avons opté pour le cadre suivant : suppression de la couleur, mais augmentation du nombre de pages (12 au lieu de 8). L'adoption d'une nouvelle maquette semble d'autant plus indispensable que la "nouvelle formule" lancée au début de 1989 (mensuel + trimestriel) n'a pas donné lieu à un vrai travail de conceptualisation du mensuel. Nous souhaitons, dès février, être à la hauteur des attentes, en matière de contenu et de délai de réception, à condition, bien sûr, que le contrôle de gestion et le suivi comptable tiennent les engagements auprès des fournisseurs.

En ce qui concerne le trimestriel, le paradoxe est à la hauteur des contre-coups évoqués plus haut : il est en panne, faute de financement! La Sad dont l'Assemblée générale vient de se réunir a lancé un appel à souscription.

Le soutien financier des Comités locaux qui en ont les moyens ne peut être que le bienvenu. Nous avons opté pour un numéro spécial sur "les antisémitismes" (un mode mais réel tour du monde de cette forme particulière d'hétérophobie et de racisme).

Rendez-vous en février pour un numéro mensuel à la hauteur des critiques et des besoins de nos lecteurs.

La Rédactrice en Chef
Chérifa Benabdessadok

Sommaire

Médias : une dérive annoncée	page 2
Congrès : contributions des comités et contributions individuelles	page 4

Grand-Orient.

"Par la brutalité de ses récentes propositions, le Front national confirme qu'il se situe ouvertement dans la filiation du fascisme et du régime de Vichy." Habitué à mettre en garde ses sympathisants contre l'extrême-droite et les thèses qu'elle véhicule, le Grand-Orient vient cette fois de décider d'aller plus loin, et publiquement. Il engage le combat contre la banalisation des thèses d'extrême-droite, et stigmatise les "intolérables glissements sémantiques chez certains dirigeants politiques". Euphémisme, sans doute, mais qui n'est pas banal de la part du Grand Orient, qui dénonce aussi bien ceux qui à droite parlent d'"odeurs" ou d'"invasion" que ceux qui, à gauche et jusqu'au sommet de l'Etat, évoquent des "seuils de tolérance" ou des départs massifs d'immigrés... C'est une véritable invitation à l'action militante que lance le Grand-Orient, qui souhaite le réveil aux "valeurs républicaines", un retour à l'éthique politique, quelles que puissent être d'immédiates conséquences électorales. En clair, le Grand-Orient appelle à refuser la facilité de la démagogie pour éviter que "s'érode la démocratie". Cet appel maçonnique rappelle à sa façon l'urgence de nécessaires réactions...

Université

Aux élections universitaires de Lille III (Villeneuve d'Ascq), la liste du "Renouveau étudiant" qui prône la "préférence nationale et européenne" pour les places dans les facultés et l'attribution des bourses a réalisé un score non négligeable : 176 voix sur 4 933 votants. Elle pourrait être représentée au conseil d'administration de l'université. Inquiétant? sans aucun doute. Et témoin d'un fait social: l'extrême-droite ne fait pas recette que dans les milieux les plus défavorisés. Plusieurs étudiants cependant ont avoué, mais un peu tard, ne pas avoir vraiment lu les professions de foi avant de voter!...

**MÉDIA :
UNE DÉRIVE ANNONCÉE****L'immigration dans la presse : faut-il tout voir en noir et blanc ? Un récent colloque s'est penché sur ce difficile dossier.**

"Ras le bol des journalistes!" A partir de cette exclamation de H.-Thierry Boumediène s'est engagé un colloque consacré aux "immigrés à travers la presse"(1). Selon la présidente de l'Emaf(2) les média cherchent à vendre de l'extrémisme politique et religieux au détriment des réalités de la vie de la majorité des immigrés et de leurs enfants. Et la guerre du Golfe a laissé quelques traces. H.T. Boumediène regrette qu'"on nous pousse toujours à nous identifier en fonction de nos origines".

L'engagement pacifique contre la guerre du Golfe de personnes ou d'associations issues de l'immigration n'a pas été appréhendé comme un acte d'intégration dans la vie politique franco-française. Mais une opinion consensuelle "pro-guerre", y compris dans et avec les média, condamnant les opinions divergentes sur l'engagement de la France, a fonctionné à l'égard des Arabes de France comme une sur-condamnation du fait même de cette arabilité devenue objet de mise en demeure.

**OMISSION
D'ÉMISSIONS**

Noël Copin (la Croix - l'Événement), lui, relève la surdramatisation politico-médiatique dont est l'objet toute question relevant de l'immigration (cf. "l'affaire des foulards") et le rôle donné au Front National comme pôle de repères sur lesquels l'opinion publique est amenée à se prononcer. Florida Sadki, elle, conteste l'instrumentation de la question de l'immigration médiatisée, en particulier à la télé-

vision, non par les réalités hétérogènes qui la composent, mais par les controverses politiques qu'elle suscite. Elle en conclut qu'en fait "l'immigration est interdite d'images". Ainsi de la disparition des émissions successives : *Mosaïques*, *Rencontres*, *Racines*...

D'accord sur la nécessité d'éviter le simplisme et l'amalgame, les journalistes ont relevé le décalage entre les "bonnes intentions" proclamées et les résultats qui ne contentent personne.

Jean-Yves le Priol (La Croix) a souligné deux mécanismes qui président à la formation du discours médiatique. D'abord la "redondance". Elle s'exprime par l'"info en boucle" : il suffit qu'un "média fort" lance une info ou un thème écarté par les autres, pour que ceux-ci (concurrence oblige) le reprennent. Ce fut le cas des "50 mesures" du FN. Durant deux jours, les rédactions se seraient demandé quelle place y accorder. Traitée d'abord de manière secondaire, elle fut reprise et détaillée sitôt que *Le Monde* lui a consacré un espace de choix. D'où la redondance, l'effet de lassitude ressentie par certains lecteurs, la dénonciation de la publicité ainsi donnée au FN par les organisations antiracistes. Ensuite, "l'amnésie récidivante". A la télévision comme dans la presse écrite, on se heurte à une débauche d'informations inter-changeables. Avec une répétition des mêmes thèmes, des mêmes "débatteurs", tout est en place pour que le travail d'information, au lieu d'emmagasiner de la connaissance qui implique recherche, stockage, mise en association, voire anticipation, se contente de découvrir le monde chaque matin.

Ces descriptions révèlent au moins deux questions qui ne se posent d'ailleurs pas qu'à la presse :

I) Comment répercuter l'information concernant l'extrême-droite sans lui donner publicité?

Comment montrer des jeux néo-nazis à la télévision tout en les dénonçant? Faut-il ou non parler avec les représentants des partis et groupuscules fascistes tout en en formulant une critique morale et politique que l'on souhaite?

II) La presse ayant d'abord pour vocation d'informer et de vendre ses produits, peut-elle échapper à cet effet d'"amnésie récidivante" que les militants du Mrap supportent si mal, et à juste titre? Comment faire de la parodie (du social, du politique en particulier) sans tomber dans le poujadisme?

Ainsi, ce que l'on a longtemps considéré comme un "quatrième pouvoir" se présente désormais comme l'excroissance et le reflet de lois de la société. Plus l'information a cherché à se vendre, plus elle s'est rapprochée de la "mise en spectacle banalisée", plus elle a perdu de sa force, de son indépendance, de sa puissance en tant que contre-pouvoir. Cette réflexion concerne en premier lieu les média centralisés à Paris où se concentrent les élites politiques et médiatiques. La presse dite alternative où se situe *Différences*, non-intégrée aux lois du marché, avec des recettes publicitaires très faibles, avec peu ou pas de relais, confrontée au désintérêt du lecteur potentiel "capté" par des produits plus attrayant se trouve (définitivement ou momentanément?) marginalisée.

**ÉMISSIONS
TRÈS SPÉCIALES**

La télévision, média le plus populaire qui existe, accroche toutes les dérives potentielles, les frustrations, l'attention. Trois émissions parmi les plus récentes au moment où nous mettons sous presse ont soulevé l'indignation des antiracistes, provoque des enquêtes et des poursuites judiciaires et suscite un volumineux courrier entre le secrétariat général du Mrap, la Direction du Conseil Supérieur à l'Audiovisuel, les directeurs de chaîne concernés, les syndicats (notamment FO-Syndicat national des artistes-acteurs)...

- Le 2 novembre vers 22 h 05, lors de l'émission "Sébastien c'est fou" (TF1), dans un sketch intitulé "Assedic", deux personnages se font doubler par un Obélix s'écriant "les étrangers, c'est vrai, il y en a trop"

- Le 25 septembre, une séquence pastichant les héros de *Robin des Bois*, montre un "Rabbin des bois"(sic) portant la tenue des juifs orthodoxes tandis que son compère "frère Jean" lui rétorque "Ah, Radin des bois". Si, comme

l'explique Dorothee "les enfants n'ont pas les préjugés des adultes" (*Télérama* 13.11.91), ce genre d'association n'est-il pas fait (malgré elle?) pour en fonder les bases?

- Lors de l'émission "mardi soir" du 3 décembre se sont exprimés à loisir des néo-nazis dont les propos relèvent de la diffamation raciale et de l'apologie de crimes contre l'Humanité. Le Mrap a porté plainte, le Parquet mène l'enquête, le producteur de l'émission est en cessation d'activité.

Dans un monde où les frontières de la nation s'amenuisent au profit d'ensembles plus vastes, d'échanges planétaires, la problématique tourne autour de la spécificité des entreprises de presse et de la télévision en particulier. Elles ne sont pas des entreprises "comme les autres", elles façonnent la culture et les opinions. Où commencent et où finissent l'entreprise, la finalité culturelle ou "éthique de la presse"? La "dictature de l'audimat", devenu principal conseiller en communication, est en train de faire risquer au "quatrième

pouvoir" ses acquis les plus nobles : la qualité potentielle des messages et la pluralité des supports. Ainsi, une fois de plus, la question de l'immigration et des médias se révèle comme un épiphénomène dont le moteur est ailleurs, plus général et plus fondamental...

Chérifa Benabdessadok

(1) Co-organisé par *La Croix l'événement* et *Reporters sans frontières* avec le soutien de la Fondation l'Arche de la Fraternité, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme et le Fonds d'action sociale avec :

Rachid Arab (*Antenne 2*), Pierre-Yves Le Priol (*La Croix l'événement*), Guillaume Mallourie (*l'Événement du jeudi*), Hervé Nédelec (*le Provençal*), Jean Quatremer (*Libération*), Florida Sadki (*FR3*), Robert Solé (*Le Monde*), Philippe Sainteny (*RFI*), Edouard Pellot (*Agence Rencontre Audiovisuelle*).

(2) *Expression Maghrebines au Féminin* - 29, G. Cavaignac 75011 Paris - Tél. 43 48 62 3

INFORMATION ET DIFFUSION

14) Instituer officiellement la journée nationale contre le racisme, le 21 mars de chaque année. Il conviendrait qu'elle soit accompagnée de multiples initiatives de l'État et de la société civile.

15) Entreprendre, en coopération avec les associations antiracistes, un programme d'études et d'analyses des milieux et mouvances. vecteurs du racisme.

16) Sensibiliser les écoles de journalisme et les milieux professionnels par une formation et une information sur les aspects déontologiques et sur les dossiers concernant le racisme et la xénophobie. Attirer l'attention des responsables des média et des journalistes sur le rôle de la presse dans l'éradication du racisme.

17) Sensibiliser les instituts de sondage d'opinion à l'approche particulière que nécessitent les problèmes de racisme et de xénophobie lorsqu'ils sont abordés dans des enquêtes, particulièrement dans les questionnaires comportant des stéréotypes.

Attirer l'attention des média, lors de la diffusion de ces enquêtes, sur les précautions à prendre tant dans la présentation des résultats que dans les commentaires.

18) Constituer une banque de données de la jurisprudence en matière de racisme. Un fichier de la jurisprudence, comportant la totalité des décisions. dans leur texte intégral, rendues depuis 1972 pourrait être diffusé sur serveur en accès kiosque par minitel et sur disquettes informatiques, à l'intention particulièrement des juristes et des praticiens.

19) Encourager, par des voies et moyens équitables, la presse associative antiraciste qui se heurte à deux obstacles : un manque de moyens publicitaires et un faible impact audiovisuel.

Propositions contenues dans le rapport de la commission nationale consultative des droits de l'Homme sur "la lutte contre le racisme et la xénophobie", 1990.

5,50F le pull

Ils viennent pour la plupart d'Asie du sud-est, et travaillent au-delà des normes syndicales... Payés à la pièce, ils fabriquent pulls et pantalons de jogging. 5,50F pour un pull revendu par leurs employeurs, de la région de Troyes, au-moins dix fois plus à leurs clients, dans le quartier du Sentier à Paris. C'est un important trafic qu'ont découvert, en novembre dernier, les services de police, des Assedic, de l'Urssaf... dans la région de Troyes. Un trafic qui avait permis de réaliser des bénéfices considérables à des entrepreneurs employant clandestinement et dans des conditions peu enviables une main-d'oeuvre immigrée ainsi réduite au silence. Le trafic a été interrompu. Mais ce que l'histoire ne dit pas, c'est ce que deviendront les dizaines de travailleurs qui se succédaient dans les ateliers. Seront-ils de nouveau réduits à une autre clandestinité? Retomberont-ils dans le cycle infernal des petits emplois de survie au profit d'employeurs aussi peu scrupuleux que ceux de Troyes? Seront-ils renvoyés *manu militari* hors des frontières?

Des "schlagues" à Sarcelles?

"Il faudrait y aller à coups de schlague, comme les Allemands, pour se faire obéir". Tels sont les propos qu'auraient tenus à un parent d'élèves de l'école Jean-Macé de Sarcelles un adjoint au maire "se plaignant de perturbations causées par la communauté juive" de la ville! Sept parents d'élèves ont marqué leur protestation contre de tels propos en refusant de participer au conseil d'école. Les parents d'élèves se sont adressés au Mrap, à la Licra, et au maire RPR de la ville pour leur faire part de leur indignation...

CONTRIBUTIONS AU DÉBAT

Differences publie l'ensemble des contributions parvenues au moment où nous mettons sous presse. Nous avons dû réduire ces nombreux et très longs textes, mais nous avons gardé dans leur quasi-intégralité les développements se rapportant aux orientations proprement dites sur lesquelles le congrès aura à réfléchir et à prendre des décisions.

CONTRIBUTIONS DES COMITÉS LOCAUX

PARTICIPER A L'OFFENSIVE

Les analyses montrent que le racisme gangrène la société, que le fascisme est à nos portes, et que "les valeurs" sont galvaudées et rejetées alors qu'elles sont le fondement de la démocratie. On ne pourra lutter efficacement que si naissent un espoir nouveau et des perspectives claires pour une société plus juste et plus humaine. Sans perdre sa spécificité, sans s'inféoder à tel ou tel parti politique, le Mrap doit œuvrer à la construction d'une démocratie sans exclusive, qui suppose :

- défense des valeurs dites "de gauche",
- défense des droits de l'homme, le racisme étant une forme particulière d'atteinte à ces droits,
- meilleur partage des richesses dans le monde, condition indispensable et quasiment unique pour stopper l'immigration,
- dénonciation de tout ce qui, dans la société nouvelle, dont la compétition est le moteur, engendre le racisme,
- renforcement de la législation antiraciste, ce qui suppose que notre stratégie soit en même temps défensive, offensive, et préventive.

Il semble que le Mrap, jusqu'à présent, ait privilégié la défense et la prévention. Maintenant les vannes sont lâchées et le discours raciste devient majoritaire... Du racisme honteux des années 81, on en arrive à un antiracisme qui n'ose pas s'exprimer parce qu'il se sent isolé, impuissant, minoritaire. Le Mrap doit participer à l'offensive pour rendre le mouvement antiraciste majoritaire. Or, l'activité multiforme des CL, le rôle sans cesse accru d'"assistance sociale" qui accable les militants, l'absence de liaison CL/National et entre les CL font que

le Mrap n'est pas un outil efficace pour se montrer offensif. Les points 3-2-1 à 3-2-6 sont tous nécessaires, mais aussi :

- la mobilisation de tous les adhérents du Mrap qui n'ont pas conscience qu'une action offensive est, dans le contexte actuel, indispensable,
- une meilleure formation,
- une action commune de tous les CL sur un certain nombre d'axes limités,
- une impulsion et un compte-rendu suivi des actions communes décidées au plan national,
- une circulation rapide des informations.

Maintien du CN avec pouvoir délibératif, un secrétariat permanent comme organe exécutif avec mission d'impulsion des actions décidées par le CN. Pas de pouvoir délibératif aux unions régionales : ce serait à l'encontre de la nécessité de mener des actions communes à tous les CL. L'UR devrait rester une instance de rencontres et d'échanges entre les CL et un centre de formation pour les adhérents.

Comité d'Orthez

RENFORCER LES LIENS ENTRE LES COMITÉS LOCAUX

Il faudrait développer sur une plus grande échelle l'activité du Mrap dans tous les établissements scolaires, les centres sociaux, les mouvements d'éducation populaire, cela dès les petites classes d'école primaire afin d'apprendre aux jeunes enfants le respect de l'Autre, de celui qui est différent. L'expérience réalisée dans deux écoles d'Epinay dans le cadre "500 livres contre le racisme" avec le Mrap 93 et l'Orolep 93 a été très positive et notre comité reçoit de nombreuses demandes pour la renouveler. Il faudrait renforcer les liens entre les différents comités locaux d'un même département. Nous nous sentons un peu "isolés". Le bureau fédéral pourrait recueillir les infor-

mations qui seraient communiquées par les comités locaux et les faire circuler au moyen d'un journal régulier très simple. L'expérience de certains pourrait aider ceux qui sont confrontés aux mêmes problèmes. Cela nous permettrait de nous enrichir de nos idées respectives.

Comité d'Epinay-sur-Seine

SIMPLIFIER ET MIEUX GÉRER

La présentation des orientations est trop schématique. On peut en effet souhaiter une orientation s'attachant à une dimension internationale "sans s'occuper de tout ce qui se passe dans le monde". La stratégie doit prendre en compte l'environnement politique et économique et son évolution. Que veut le racisme aujourd'hui? Qui est raciste? Qu'est-ce que lutter contre le racisme? Pour les méthodes: même chose. On peut souhaiter l'union et développer le travail de terrain en le médiatisant. Le racisme ne touche pas que les immigrés (qui sont-ils?). Il y a des racismes. Il manque la partie sur la force de propositions que l'on doit être (statut de citoyen, droit de vote). On agit sur la société civile, on est un élément de la République, de la démocratie. La simplification dans la structure du Mrap est indispensable. Les moyens, s'ils sont insuffisants, sont-ils économiquement bien utilisés? Il manque l'aspect sur la communication interne.

Comité de Marseille

L'ACTION CONCRÈTE AVANT TOUT

Nous souhaiterions qu'apparaissent comme éléments fondamentaux de notre action la lutte contre l'exclusion et la recherche de la nouvelle citoyenneté, l'émergence de solidarités nord-sud, la connaissance et la reconnaissance des nations au Moyen-Orient. Notre action est faite d'interpellations du monde politique, de protesta-

tions, d'informations et de formation par des débats, des interventions en milieu scolaire, etc... Pour nous, toute influence du Mrap suppose la mise en œuvre d'actions concrètes, pointues (à l'image du "coin dans un tronç de bois"). C'est cela qui nous donne notre légitimité et notre représentativité, qui fait de nous une force véritable, bien mieux que tous communiqué, déclaration, sermon ou discours.

Comité de Tarrare

CONSTRUIRE UN FRONT

L'urgence de la situation que nous vivons en ce moment, l'incompréhension de ceux que nous rencontrons dans notre vie militante au sujet de la "diversité ou division" des forces antiracistes soulèvent une question qui nous semble fondamentale. Il faut inviter au congrès les représentants des différentes organisations antiracistes, anti-Le Pen... etc... et leur proposer la création d'un Front dont le but sera le rassemblement de toutes ces organisations pour, à terme, créer une organisation unique (le Front). C'est aux différentes organisations de choisir, négocier la forme sous laquelle pourra se faire ce rassemblement au sein du Front : fédération, confédération, association unique avec courants... Il ne s'agit pas d'un "appel" de plus (Dreux, les 250...) mais de l'ébauche d'un projet plus ambitieux et qui pourrait devenir pan-européen (comme par exemple le mouvement des Verts)... Le Front doit se définir une charte suffisamment large pour permettre aux différentes organisations antiracistes d'y adhérer. Dans une première phase le Mrap peut proposer de mettre progressivement en commun les moyens des différentes associations. Peut-être doit-on susciter un mouvement et la mobilisation de la "base" (des différentes associations) en proposant des réunions communes pour se connaître, travailler ensemble localement, élaborer la constitution du Front... Outre son effet potentiellement mobilisateur, la création de ce Front donne une approche différente à nos problèmes d'efficacité, de médiatisation, de moyens... Nul ne peut douter de l'impact médiatique que peut avoir une telle démarche et de l'autorité que pourrait ainsi représenter ce Front dans les débats publics, manifestations...

Comité de Vincennes

SORTIR DE

L'ANALYSE HEXAGONALE
Si le concept de racisme est (relativement) facile à cerner, celui "d'amitié entre les peuples" est on ne peut plus vague et en tout cas hors de portée, dans sa totalité, d'une association aux moyens limités comme le Mrap. Il faut donc chercher les combats pour lesquels le Mrap sera le plus efficace. Il nous semble qu'à un moment où l'immigration est, une fois de plus, un enjeu politique à court terme, le Mrap doit se concentrer sur toutes les dérives de notre société à ce sujet : racisme en général et dans tous les secteurs où il a des conséquences directes : justice, droit d'expression, travail, logement etc...

Mais la France n'est pas isolée, elle s'insère de plus en plus étroitement dans l'Europe. On ne peut donc se contenter d'une analyse hexagonale et nous devons agir avec les mouvements similaires européens. Quant aux grands problèmes de l'humanité, historiquement le Mrap a travaillé sur certains d'entre eux : Apartheid, Moyen-Orient, inégalités Nord-Sud... Il ne s'agit pas de les abandonner, mais de prendre garde, sous peine d'inefficacité, de vouloir tout faire et partout. Avant d'entreprendre un combat, il convient d'analyser notre impact probable en regard des moyens et de l'énergie mis en œuvre.

Le rôle pédagogique du Mrap, tant à l'école que dans la rue ou le quartier, doit être accentué en multipliant les moyens : dossiers, cassettes vidéo etc...

La dualité Présidence-Secrétariat nous paraît archaïque et onéreuse : il faut donc simplifier, sans pour autant centraliser tout le pouvoir en une seule main ! La Région étant maintenant un lieu de décisions, il convient que le Mrap y soit présent tout en pesant bien ses possibilités : le Mrap peut-il assurer quatre niveaux d'intervention : local, départemental, régional et national?

Comité de Bourgoin-Jallieu

CONTRE

LES UNIONS RÉGIONALES
Des unions régionales : cette proposition est pour nous une absurdité. Dans le département du Nord, il y a quatre comités, zéro dans le Pas-de-Calais, un dans la Somme, un dans l'Aisne,

zéro dans les Ardennes. Au fait, où s'arrête la région? Nous ne voulons pas de ces UR. Nous n'avons aucune finance pour les faire vivre. Le secrétariat permanent proposé semble une bonne idée. Le bureau national, vu de Douai, nous semble un organe lourd. Le Conseil national : est-ce qu'un comité dans un département suffit pour faire une fédération? Quant aux commissions qui envoient un délégué au conseil national, il faudra réfléchir à la façon dont ils sont nommés. Nous ne sommes pas au courant de tous ces rouages et nous nous demandons si le congrès peut débattre de tous ces problèmes.

Comité de Douai

AGIR POUR L'UNION

Beaucoup nous font confiance et croient que nous sommes un mouvement puissant : c'est notre force. Mais nous ne le sommes pas : c'est notre faiblesse. Que penseraient-ils, s'ils connaissaient la faiblesse de nos effectifs, le délabrement de nos finances, l'état du siège national? Certes, notre réputation repose sur une certaine réalité, sur le fait que nous sommes souvent les premiers et parfois les seuls à réagir ou à proposer des actions. Mais quel est notre impact sur l'opinion publique? Mesurée à cette aune, notre influence est nulle. Pour essayer de remédier à cette situation, nous avons trois propositions :

-1- Agir pour l'union de toutes les forces antiracistes sur des bases claires, c'est-à-dire sur un programme. Cette union, tous ou presque la désirent. Le Mrap pourrait jouer un rôle positif en proposant la création dans chaque département d'un front uni contre le racisme, sur la base de l'Appel de Dreux actualisé en demandant à chacun d'étudier des mesures précises qui pourraient être prises dans le département et proposées au Préfet.

-2- Arrêter de se disperser et demander aux comités locaux de choisir une priorité, la priorité nationale étant d'aider les comités locaux : seul, le travail sur le terrain, sur les marchés, au porte-à-porte, dans les écoles... pourra faire reculer le racisme, seuls les comités locaux peuvent faire ce travail, mais il faudrait qu'ils soient aidés matériellement et intellectuellement. Il faut leur donner

des outils, leur proposer des formations, leur assurer des ressources humaines et/ou financières. Cela implique une modification de nos structures. -3- Il est difficile en effet de demander au national d'assurer cette aide aux comités. Et les instances nationales sont ressenties comme une super-structure, inutile au mieux, quelques fois gênante. Il nous semble nécessaire de régionaliser le Mrap en suscitant la création de ces unions régionales qui n'existent que dans les statuts, en leur donnant un pouvoir délibératif leur permettant d'adapter l'action contre le racisme à la réalité (qui peut être très différente selon les régions) et des moyens financiers suffisants pour faire fonctionner un exécutif chargé de suivre et d'aider les comités, d'en créer de nouveaux. Les instances nationales seraient simplifiées. Elles comprendraient un seul organe délibératif (conseil national) chargé de déterminer éventuellement les positions nationales, de coordonner les activités régionales, de lancer des pistes de recherche théorique et un seul organe exécutif (bureau national) chargé d'appliquer les décisions.

Il nous semble vital que le congrès modifie nos statuts pour permettre de nous orienter dans cette voie, si nous voulons que la lutte contre le racisme soit à la mesure des périls qui nous menacent.

Comité d'Avignon

PRIORITÉ À L'ACTION SUR LE TERRAIN

La priorité doit être donnée à l'action sur le terrain en donnant aux CL les moyens et la formation. Si les CL sont plus près du terrain, les jeunes viendront d'eux-mêmes s'intégrer et travailler avec nous. Un comité bien implanté permettra d'atteindre les autres objectifs : union, médiatisation, approche des jeunes, des immigrés... Le National doit garder son rôle de coordinateur et de relais avec "l'extérieur".

"L'argent est le nerf de la guerre". Une des priorités devra être les finances. Le Mrap n'étant pas un mouvement à but lucratif, une grande partie de ses revenus vient des subventions. Est-il normal alors qu'il n'ait pas droit au même traitement que d'autres

associations du même type? Il y a peut-être une action à mener dans ce sens.

Les structures : multiplier les échelons ne simplifiera pas notre fonctionnement. Alors que nous avons déjà du mal à trouver des bénévoles pour les bureaux du CL, comment trouver des personnes pour les fédérations ou les unions régionales? Les décisions doivent rester au niveau soit d'un secrétariat national élargi, soit d'un secrétariat permanent qui reste le fédérateur du mouvement.

Comité de Tarbes

CONTRIBUTIONS PERSONNELLES

ATTENTION AUX RÉFLEXES XÉNOPHOBES

A propos du Pcf, il y a pire que le tract incriminé : la carte-pétition de septembre 1991 réclamant "l'arrêt immédiat de toute nouvelle immigration, d'où qu'elle vienne, officielle ou clandestine" me semble faire appel à des réflexes xénophobes (à la Le Pen) et par ailleurs relève d'une méconnaissance des réalités économiques et sociales, non seulement du Tiers-Monde, mais aussi de l'Europe centrale.

Daniel Auroi (Comité de Gennevilliers)

HUMANISMES

L'opinion publique "lie", le plus souvent, de nos jours, "la lutte contre le racisme" à toutes formes de convictions humanistes (social-démocrates, chrétiennes, francs-maçons, etc...). Quant au tiers-mondisme, il n'est jamais plus, à ma connaissance, associé au "communisme" dans l'esprit du tout venant en France, mais plus souvent aux humanistes sus-dits, aux mouvances pacifistes et écologistes. La stratégie "offensive" correspond formellement à "lutter pour une démocratie sans exclusives", "défensive" correspond à "lutter pour la défense des droits de l'homme". Donc, il faudrait écrire : doit-elle être offensive, défensive ou préventive. Le reste semble correctement posé. Merci de faire s'exprimer l'opinion de chaque militant et d'en tenir compte aussi démocratiquement que possible, c'est-à-dire en suscitant un débat loyal.

Marcelle Remerand (Comité de Tours)

Où est Aloïs Brunner?

Ancien adjoint d'Eichman, zélé organisateur de la "solution finale", responsable du camp d'internement et de transit de Drancy dès 1943 et principal artisan de la déportation de plusieurs milliers de Juifs, recherché pour crimes contre l'Humanité, Aloïs Brunner aurait récemment quitté Damas, selon l'infatigable avocat Serge Klarsfeld. Les autorités de Damas répondront-elles enfin aux demandes d'enquête?

Sur les intégrismes

La revue *Goliath* vient de publier un numéro spécial consacré à "l'extrême-droite de Dieu" sur les mouvements intégristes, notamment ceux qui ont suivi Mgr Lefebvre dans le schisme et sur les milieux religieux proches de Le Pen et du Front national (100F plus 20F de port ; BP 4034 -69615 Villeurbanne cedex)

Je M'rap un max !!

C'est le titre d'un recueil de dessins de Rémy édité par le Mrap-Charentes. Rémy y règle des comptes avec la société civile et politique pas toujours tolérante. (40F plus 10F de port; Mrap-Charentes; Le Nil, route de Bordeaux 16 000 Angoulême).

L'immigration dans l'Histoire

Le Comité de Menton vient de publier un dossier intitulé "L'immigration, une page oubliée de l'histoire de la France". Le dossier traite de l'immigration depuis 1789, d'un point de vue social, économique, culturel, de ses apports pour la société française. (50F, frais de port compris; BP-6 06501 Menton cedex 6)

RÉUSSIR NOTRE PROCHAIN CONGRÈS

Ceci me semble être une nécessité impérieuse si nous voulons adapter la lutte contre le racisme à la situation présente et être à la hauteur des dangers qui menacent notre démocratie.

Pour que notre congrès soit une réussite, je demande instamment à tous les comités et à tous les adhérents de bien vouloir noter les points suivants :

1 Un rapport d'activités sera présenté au début du congrès au nom du Conseil national. Ce rapport rendra compte des activités nationales des instances et des commissions.

2 Il a été demandé à tous les comités et à toutes les fédérations d'envoyer le plus rapidement possible un rapport d'activités pour les deux années passées (1990 et 1991). Ce rapport doit être un condensé (une page maximum) mettant en évidence les points essentiels. Un dossier contenant l'ensemble des rapports sera à la disposition des congressistes et une publication ultérieure est envisagée si nos moyens nous le permettent.

3 La commission d'orientation a rédigé un pré-projet après consultation des membres du Conseil national. Ce pré-projet a été publié dans le n° 122 de *Différences* (nov. 1991) et envoyé aux militants du Mrap. L'avis de tous (adhérents ou non adhérents) a été sollicité. La commission a tenu compte de tous ces avis pour proposer au Conseil national un projet d'orientation qui sera discuté lors de la réunion du 15 février.

4 Ce projet d'orientation tient compte des propositions faites par les comités et indique clairement les options possibles, les différentes positions, les rédactions divergentes. Dans la mesure où ce projet d'orientation a été préparé dans la plus grande concertation, aucune nouvelle proposition ne sera acceptée après le 15 février et, à plus forte raison, pendant le congrès.

5 Ce projet d'orientation sera envoyé à tous les comités fin février. Il sera nécessaire qu'au mois de mars, tous les comités tiennent des Assemblées générales pour élire leurs délégués et pour leur mandater. Conformément au Règlement intérieur (article 21) :

Le congrès national est composé de délégués élus et de délégués de droit qui doivent être à jour de leur cotisation et qui, seuls, participent aux votes mais tous les adhérents peuvent participer aux travaux du Congrès national.

Chaque comité local élit un délégué pour dix adhérents selon la modalité suivante : de 5 à 14 adhérents = 1 délégué, de 15 à 24 = 2 délégués, de 25 à 34 = 3 délégués, etc... (sur la base du nombre d'adhérents au 31 décembre 1991).

Les membres du Bureau national, les membres titulaires élus au Conseil national au titre des Commissions nationales et les membres élus au Conseil national à titre individuel sont délégués de droit au Congrès national.

Chaque délégué peut porter les mandats d'autres délégués élus par son comité ou par un autre comité ou de délégués de droit mais aucun délégué ne peut avoir plus de dix mandats (le sien compris) ; les délégués mandatés doivent apporter la preuve de leurs mandats.

6 La composition du Conseil national est prévue dans le règlement intérieur. Il est possible que le Conseil national du 15 février adopte une modification du règlement intérieur qui sera communiqué immédiatement aux comités et aux fédérations.

7 Les modalités d'élection et de fonctionnement du Bureau nationale sont prévues par les statuts. Des comités ont proposé des modifications de ces statuts qui seront indiquées dans le rapport d'orientation et qui seront discutées pendant le Congrès.

Il est fondamental que ces règles simples soient dans l'esprit de tous et que l'ensemble des adhérents de notre Mouvement s'investissent complètement dans la préparation de ce Congrès qui doit aboutir à corriger nos erreurs et à développer la lutte contre le racisme.

Que chacun sache clairement que la réussite de ce Congrès dépend de son engagement. Je compte sur vous et je vous souhaite bon courage.

*Pierre-Marie Danquigny
Membre de la Présidence nationale*

Travailler en Zep

Alain Bougarel, avec la collaboration de Guy Lochar, vient de publier *Travailler en ZEP, les rôles du responsable et du coordinateur de ZEP*. Quel que soit le débat idéologique, politique, qu'il est possible d'avoir à partir d'un tel ouvrage, celui-ci demeure un petit guide extrêmement pratique pour tous les militants... (éditions Hachette-Education).

Manifs anti-Le Pen en Grande-Bretagne

Une série de manifestations de protestation ont accueilli Le Pen à Londres lors de son voyage du début décembre. Plusieurs députés avaient signé une pétition demandant au Premier Ministre d'interdire son entrée sur le sol britannique, la presse s'étonnait de sa présence, et des associations de lutte contre le fascisme organisaient des manifs devant son hôtel. Il est à noter qu'aucun député britannique au parlement européen ne participe au groupe d'extrême-droite des "droites européennes"...

Différences

89, rue Oberkampf
75543 Paris Cedex 11
Tél. : 48.06.88.00
Télécopie : 48.06.88.01

Directeur de la publication

Mouloud Aounit

Gérant bénévole

Martial Le Nancq

Rédactrice en chef

Cherifa Benabdessadok

Journaliste

Isabelle Avran

Chargée de communication

et de promotion

Mélina Gazsi

Publicité

au journal

Abonnements

Isabel de Oliveira

Maquette PAO

Jean-Guy Vizet

Tél. : 46.63.76.53

Impression

Montligeon

Tél. : 33.83.80.22

Commission paritaire

n° 63634 ISSN 0247-9095

Dépôt légal 1991-12